



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ÉNERGIE VERTE DE MEAUX**

48/50, rue Pierre Brasseur  
77 100 Meaux

Référence : E/26-0361  
Code AIOT : 0006506941

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement ÉNERGIE VERTE DE MEAUX implanté 48/50, rue Pierre Brasseur 77 100 Meaux. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ÉNERGIE VERTE DE MEAUX
- 48/50, rue Pierre Brasseur 77 100 Meaux
- Code AIOT : 0006506941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ÉNERGIE VERTE DE MEAUX, filiale du groupe CORIANCE, est autorisée à exploiter le réseau de chaleur de la ville de MEAUX par :

- l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2 IC 301 en date du 29 octobre 1999 au bénéfice de la société ÉNERGIE MEAUX ;
- les arrêtés préfectoraux complémentaires n°09 DAIDD IC 293 du 17 novembre 2009 et n°2022/DRIEAT/UD77/101 du 17 août 2022 au bénéfice de la société ÉNERGIE MEAUX ;
- la lettre préfectorale n° E/24-2484 du 18 novembre 2024 actant le changement d'exploitant au bénéfice de la société ÉNERGIE VERTE DE MEAUX.

La société ÉNERGIE VERTE DE MEAUX a repris le contrat de délégation de service publique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, et pour une durée de 6 ans.

Le site est composé de :

- 2 puits de géothermie,
- 2 pompes à chaleur,
- 4 chaudières : 2 chaudières au gaz de puissance unitaire 8 MW, 1 chaudière au gaz de 28 MW, 1 chaudière au fioul de 29 MW,
- 1 turbine à gaz de 82 MW,
- 1 groupe électrogène.

Les chaudières fonctionnent en soutien de la géothermie (60 % de la production), quand les températures sont inférieures à 10 °C.

Les installations de combustion sont susceptibles de fonctionner en période estivale à la demande de RTE, en production d'électricité.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 BREF LCP
- Suite de l'inspection du 14/02/2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Type de combustible utilisé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I et II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-I et III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
18	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 32 et 36	Demande d'action corrective	3 mois
19	VLE en concentration	AP Complémentaire du 17/08/2022, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
22	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14	Sans objet
4	OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1	Sans objet
5	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-II-d)	Sans objet
6	VLE chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-II-d)	Sans objet
7	VLE turbines	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 11-II-c)	Sans objet
8	VLE autres	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-II	Sans objet
9	VLE autres	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-III	Sans objet
10	VLE autres	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-VI-a)	Sans objet
11	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 23	Sans objet
13	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25-I et III	Sans objet
14	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26-I et III	Sans objet
15	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27-I et III	Sans objet
16	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28	Sans objet
17	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a justifié de la levée de l'ensemble des non-conformités constatées lors de l'inspection du 14 février 2023. Toutefois, des dépassements des valeurs limites d'émissions en CO ont de nouveau été constatés.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Type de combustible utilisé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-2-I et II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Combustibles
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise, pour chacun, leur nature. Pour les combustibles mentionnés à la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- leur origine ;</li><li>- leurs caractéristiques physico-chimiques ;</li><li>- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;</li><li>- l'identité du fournisseur ;</li><li>- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.</li></ul> A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.  II. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin d'améliorer les performances environnementales générales des installations de combustion et de réduire les émissions dans l'air, dans le cadre du système de management environnemental mentionné à l'article 5-1, l'exploitant inclut les éléments suivants dans les programmes d'assurance qualité/contrôle de la qualité, pour tous les combustibles listés dans le tableau ci-dessous et dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none"><li>i) Caractérisation initiale complète du combustible utilisé, y compris au moins les paramètres énumérés ci-après et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente ;</li><li>ii) Contrôle régulier de la qualité du combustible afin de vérifier qu'elle correspond à la caractérisation initiale et aux spécifications de conception de l'installation. La fréquence des contrôles et les paramètres retenus parmi ceux du tableau ci-dessous sont déterminés par la variabilité du combustible, après évaluation de la pertinence des rejets polluants ;</li><li>iii) Adaptation des réglages de l'installation en fonction des besoins et des possibilités.</li></ul> La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur. [...]  <i>(1) Il est possible de réduire la liste des substances/paramètres caractérisés aux seuls susceptibles, selon toute vraisemblance, d'être présents dans le(s) combustibles, au vu des informations sur les matières premières et les procédés de production.</i>
<b>Constats :</b> Lors de la visite de l'inspection, l'exploitant a déclaré que : <ul style="list-style-type: none"><li>• les chaudières G1 à G3 et la turbine sont alimentées en gaz naturel par la société ENEDIS ;</li><li>• la chaudière G4 est alimentée en fioul domestique par la société TOTAL ENERGIES ;</li></ul>



- ces fournisseurs procèdent aux-mêmes aux contrôles des combustibles fournis au site.

D'après l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2022, les combustibles autorisés sont effectivement le gaz naturel pour les chaudières G1 à G3 et la turbine, et le fioul domestique pour la chaudière G4.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis :

- la fiche de données de sécurité du fioul domestique du 19 février 2024 ;
- le tableau récapitulatif de la composition du gaz naturel fournit en 2025, caractérisant notamment les paramètres identifiés dans l'arrêté préfectoral du 17 août 2022 (PCI, CH<sub>4</sub>, C<sub>2</sub>H<sub>6</sub>, C<sub>3</sub>, C<sub>4</sub><sup>+</sup>, CO<sub>2</sub>, N<sub>2</sub> et indice de Wobbe) ;
- les certificats ISO 14001, ISO 9001 et ISO 50001 du groupe CORIANCE pour la conception, la réalisation et l'exploitation sous contrat de concession de réseaux publics de chauffage urbains alimentés majoritairement par des énergies renouvelables et de récupération, délivrés le 18 mars 2024 par la société BUREAU VERITAS CERTIFICATION ;
- le certificat ISO 45001 du groupe CORIANCE, délivré le 9 juillet 2024 par la société BUREAU VERITAS CERTIFICATION.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre les justificatifs de l'origine des combustibles, l'identité du fournisseur, et le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : OTNOC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 5-3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, OTNOC : plan de gestion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, afin de réduire les émissions dans l'air ou dans l'eau lors de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), l'exploitant met en œuvre, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, dans le cadre du système de management environnemental (voir article 5-1), un plan de gestion adapté aux rejets polluants potentiels pertinents, comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conception appropriée des systèmes jouant un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol ;</li> <li>- établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;</li> <li>- vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;</li> <li>- évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le plan de gestion des périodes OTNOC du site, en date du 19 août 2022, comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• conception appropriée des systèmes impactant les émissions et rejets atmosphériques, aqueux ou dans le sol lors des périodes OTNOC ;</li> <li>• établissement et mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour les équipements cités ;</li> <li>• vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire ;</li> <li>• évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul> <p>Ce document prévoit la transmission annuelle des relevés des périodes OTNOC dans le bilan annuel de surveillance, comprenant pour chaque appareil la catégorie de la période OTNOC, la date, le contexte, la durée, la quantité d'émission rejetée sur la durée, les mesures correctives (le cas échéant) et les paramètres.</p> <p>Le bilan annuel de surveillance de l'année 2024 adressé par l'exploitant ne contient pas ces informations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre les relevés des périodes OTNOC de l'ensemble des appareils pour l'année 2024 et intégrer ces informations aux prochains bilans de surveillance annuels.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : OTNOC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14								
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, OTNOC : phase de démarrage et d'arrêt								
<b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté préfectoral d'autorisation détermine les périodes de démarrage et d'arrêt en fonction des critères fixés par la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE susvisée.								
<b>Constats :</b> L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2022 fixe les seuils de charge qui déterminent la fin de la période de démarrage et le début de la période d'arrêt pour l'ensemble des installations classées du site :								
<table border="1"><thead><tr><th>Appareil</th><th>Pourcentage de charge au-dessus duquel la période de démarrage est achevée et en dessous duquel la période d'arrêt commence</th></tr></thead><tbody><tr><td>G1, G2 et G3</td><td>30 % de la puissance thermique de chaque chaudière fonctionnant au gaz</td></tr><tr><td>G4</td><td>30 % de la puissance thermique de la chaudière fonctionnant au FOD</td></tr><tr><td>TAG</td><td>30 minutes maxi après le démarrage de l'installation et avant l'arrêt de l'installation</td></tr></tbody></table>	Appareil	Pourcentage de charge au-dessus duquel la période de démarrage est achevée et en dessous duquel la période d'arrêt commence	G1, G2 et G3	30 % de la puissance thermique de chaque chaudière fonctionnant au gaz	G4	30 % de la puissance thermique de la chaudière fonctionnant au FOD	TAG	30 minutes maxi après le démarrage de l'installation et avant l'arrêt de l'installation
Appareil	Pourcentage de charge au-dessus duquel la période de démarrage est achevée et en dessous duquel la période d'arrêt commence							
G1, G2 et G3	30 % de la puissance thermique de chaque chaudière fonctionnant au gaz							
G4	30 % de la puissance thermique de la chaudière fonctionnant au FOD							
TAG	30 minutes maxi après le démarrage de l'installation et avant l'arrêt de l'installation							
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite								

**N° 4 : OTNOC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, OTNOC : surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, pour les chaudières, turbines ou moteurs dont la puissance est supérieure ou égale à 15 MW, la surveillance des émissions dans l'air lors des phases OTNOC peut s'effectuer par des mesures directes des émissions, ou par le contrôle de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure à la mesure directe des émissions.  Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) peuvent être évaluées sur la base d'une mesure précise des émissions effectuée au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de cette mesure étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année.
<b>Constats :</b> Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis l'ensemble des rapports mensuels d'émissions atmosphériques journalières, pour l'année 2024, de la société SOLSTICE, qui font état des mesures des émissions au démarrage et à l'arrêt des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : VLE chaudières au fioul

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-II-d)

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, d) VLE chaudières : installations autorisées avant le 01/11/2010

**Prescription contrôlée :**

d) Installations de combustion autorisées avant le 1er novembre 2010 :

Les installations de combustion respectent les valeurs limites d'émission annuelle, mensuelle et journalière suivantes sous réserve des renvois entre parenthèses.

Pour les polluants et combustibles pour lesquels aucune valeur limite d'émission n'est mentionnée dans le tableau ci-dessous, les valeurs limites applicables sont celles du point b du I de l'article 10 du présent arrêté.

Pour les installations de combustion exploitées moins de 500 heures par an, seules les dispositions du point b du I de l'article 10 s'appliquent.

Pour les installations de combustion exploitées moins de 1 500 heures par an, les valeurs limites d'émission annuelles ne s'appliquent pas.

Chaudière fonctionnant au fioul domestique :  $50 \leq \text{Puissance} < 100$

SOx : Annuelle = 175 / Mensuelle = 170 / Journalière = 187

NOx : Annuelle = 270 / Mensuelle = 150 / Journalière = 165

Poussières : Annuelle = 20 / Mensuelle = 25 / Journalière = 25

[...]

**Constats :**

La chaudière au fioul du site (G4) a une puissance de 29 MW. En 2025, elle a fonctionné 4 h.

Dans ces conditions, les VLE prescrites par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ne s'appliquent pas.

Cependant, l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2022 prévoit les VLE suivantes :

Chaudière G4 au FOD (fonctionnement limité à moins de 500 h d'exploitation par an)			
Paramètre	Valeur limite d'émission journalière (1)	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle
NOx	187	200	200
SO <sub>2</sub>	187	170	170
Poussières totales	25	25	20

Les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles, pour l'année 2024, de la société SOLSTICE, et le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025, ne relèvent pas de dépassement de ces VLE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : VLE chaudières au gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 10-II-d)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, d) VLE chaudières : installations autorisées avant le 01/11/2010
<b>Prescription contrôlée :</b> d) Installations de combustion autorisées avant le 1er novembre 2010 :  Les installations de combustion respectent les valeurs limites d'émission annuelle, mensuelle et journalière suivantes sous réserve des renvois entre parenthèses.  Pour les polluants et combustibles pour lesquels aucune valeur limite d'émission n'est mentionnée dans le tableau ci-dessous, les valeurs limites applicables sont celles du point b du I de l'article 10 du présent arrêté. Pour les installations de combustion exploitées moins de 500 heures par an, seules les dispositions du point b du I de l'article 10 s'appliquent.  Pour les installations de combustion exploitées moins de 1 500 heures par an, les valeurs limites d'émission annuelles ne s'appliquent pas.  Chaudière fonctionnant au gaz naturel : $50 \leq$ Puissance SOx : Mensuelle = 35 / Journalière = 38,5 NOx : Annuelle = 100 / Mensuelle = 100 / Journalière = 110 Poussières : Mensuelle = 5 / Journalière = 5,5 [...]
<b>Constats :</b> Le site est constitué de 3 chaudières au gaz naturel : <ul style="list-style-type: none"><li>• chaudières G1 et G2 de puissance unitaire de 8 MW ;</li><li>• chaudière G3 de puissance 28 MW.</li></ul> En 2025, elles ont fonctionné respectivement 3 568 h, 2 615 h et 2 745 h.  Les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles, pour l'année 2024, de la société SOLSTICE, et le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025, ne relèvent pas de dépassement de ces VLE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : VLE turbines

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 11-II-c)

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, c) Turbines autorisées avant le 1er janvier 2014

### Prescription contrôlée :

c) Turbines autorisées avant le 1er janvier 2014 :

Les installations de combustion respectent les valeurs limites d'émission annuelle, mensuelle et journalière suivantes sous réserve des renvois entre parenthèses.

Les valeurs limites d'émission des lignes gaz naturel s'appliquent concernant la combustion de gaz naturel dans les turbines à deux combustibles.

Dans le cas de turbines à gaz fonctionnant au gaz naturel et équipées de brûleurs bas-NOx par voie sèche, les valeurs limites d'émission en NOx s'appliquent uniquement lorsque les brûleurs fonctionnent en mode bas-NOx par voie sèche.

Pour les polluants et combustibles pour lesquels aucune valeur limite d'émission n'est mentionnée dans le tableau ci-dessous, les valeurs limites applicables sont celles du point b) du I du présent article. Pour les installations de combustion exploitées moins de 500 heures par an, seules les dispositions du I de l'article 11 s'appliquent. [...]

Turbine fonctionnant au gaz naturel (CCGT) :  $50 \leq \text{Puissance} < 600$

SOx : Mensuelle = 10 / Journalière = 11

NOx : Annuelle = 45 / Mensuelle = 50 / J = 55

Poussières : A = / M = 10 / J = 11

(1) La valeur limite d'émission annuelle ne s'applique pas aux installations exploitées moins de 1 500 heures par an. [...]

### Constats :

Le site comprend une turbine au gaz naturel d'une puissance de 82 MW. En 2025, elle a fonctionné 16 h. Dans ces conditions, les VLE prescrites par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ne s'appliquent pas.

Cependant, l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2022 prévoit les VLE suivantes :

Paramètre	TAG (fonctionnement limité à moins de 500 h d'exploitation par an)		
	Valeur limite d'émission journalière	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle
NOx	60	60	60
SO <sub>2</sub>	11	10	10
Poussières totales	5,5	5	5

Les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles, pour l'année 2024, de la société SOLSTICE, et le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025, ne relèvent pas de dépassement de ces VLE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : VLE autres – Tout appareil de combustion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, VLE HAP
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Valeurs limites d'émission en HAP Pour les chaudières autorisées à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les HAP est 0,01 mg/Nm <sup>3</sup> . Pour les autres installations, la valeur limite pour les HAP est de 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025 ne relève pas de dépassement de ces VLE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : VLE autres – Tout appareil de combustion**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-III

Thème(s) : Actions nationales 2026, VLE COVNM, COVT, formaldéhyde, CH4

Prescription contrôlée :

III. - a) Valeurs limites d'émission en COVNM

Pour les chaudières autorisées, à compter du 1er novembre 2010, la valeur limite pour les COVNM est 50 mg/Nm³ en carbone total.

Pour les autres chaudières, la valeur limite pour les COVNM est de 110 mg/Nm³ en carbone total.

[...]

Constats :

L'exploitation du site a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°99 DAI 2 IC 301 du 29 octobre 1999.

Dans ces conditions, les VLE prescrites par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ne s'appliquent pas.

Cependant, l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2022 prévoit les VLE suivantes :

Composés	Valeur limite d'émission en mg/m³ (moyenne sur la période d'échantillonnage de 30 min au minimum et de huit heures au maximum)
COVNM (pour les chaudières)	110

Dans le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques du 18 février 2025, la société APAVE justifie la mesure des COVT à la place des COVNM. La période d'échantillonnage est de 90 min. Ces mesures ne relèvent pas de dépassement de ces VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 10 : VLE autres – Tout appareil de combustion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 13-VI-a)	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Métaux	
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Les valeurs limites d'émission pour les métaux sont les suivantes sous réserve des renvois entre parenthèses :	
Composés	Valeur limite d'émission (moyenne sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum)
Cadmium (Cd), mercure (Hg)(*), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en (As+Se+Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni) et leurs composés	50 ≤ MW P < 100 MW : 5 mg/Nm <sup>3</sup> (1) pour la somme des métaux
	100 ≤ MW P : 5 mg/Nm <sup>3</sup> (2) pour la somme des métaux
(1) Chaudières autorisées avant le 1 <sup>er</sup> novembre 2010 : 10 mg/Nm <sup>3</sup> (pour la somme des métaux) (2) Chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002, ou qui ont fait l'objet d'une demande complète d'autorisation avant cette date pour autant que l'installation ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 : 10 mg/Nm <sup>3</sup> (pour la somme des métaux)	
<b>Constats :</b> Le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques du 18 février 2025 de la société APAVE ne relèvent pas de dépassement de ces VLE. La période d'échantillonnage est de 90 min.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	



**N° 11 : Surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 23

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Programme de surveillance

**Prescription contrôlée :**

Dispositions générales concernant la surveillance des rejets à l'atmosphère

I. - L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au chapitre II du présent titre rejetés par son installation. Le programme de surveillance comprend notamment les dispositions prévues par la présente section.

Pour les polluants concernés, une première mesure est effectuée dans les quatre mois suivant la mise en service de l'installation puis périodiquement conformément aux dispositions prévues ci-dessus. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.

En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis par l'arrêté préfectoral. Lorsque l'installation est modifiée, et en particulier lors d'un changement de combustible, les dispositions en matière de surveillance fixées dans l'arrêté préfectoral sont adaptées si nécessaire.

II. - Lorsqu'une partie d'une installation de combustion qui rejette ses gaz résiduels par une ou plusieurs conduites séparées au sein d'une cheminée commune et qui fonctionne un nombre limité d'heures d'exploitation est soumise à une valeur limite spécifique conformément aux articles 10, 11 et 12, les émissions rejetées par chacune desdites conduites font l'objet d'une surveillance séparée.

III. - Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

IV. - La fréquence de surveillance ne s'applique pas lorsque l'appareil n'est mis en service qu'aux fins de mesurer les émissions.

V. - Dans le cas des turbines à gaz, la surveillance est effectuée pour une charge de l'installation de combustion supérieure à 70 % pour la mesure des polluants suivants : NH<sub>3</sub>, NO<sub>x</sub>, CO, SO<sub>2</sub>, poussières.

**Constats :**

Lors de l'inspection, la société EVM a présenté le bilan annuel de surveillance de l'ensemble des installations de combustion pour 2024. Le programme de surveillance comporte le suivi :

- des rejets atmosphériques,
- de la qualité de l'air et des retombées,
- des rejets aqueux,
- des nuisances sonores.

Les 4 chaudières ainsi que la turbine sont équipées d'une baie d'analyse en continu des rejets atmosphériques.

L'ensemble des rejets fait l'objet de mesures annuelles par un organisme extérieur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 12 : Surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-I, II et III

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Surveillance du SO<sub>2</sub>

### Prescription contrôlée :

I. - La concentration en SO<sub>2</sub> dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.

II. - Pour les installations suivantes :

- appareils de puissance thermique nominale inférieure à 15 MW ; [...]

- installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel ou du biométhane : Mesure semestrielle

Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. [...]

III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, après l'entrée en vigueur des délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques : [...]

Cas	Fréquence de surveillance
Installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel	Mesure semestrielle Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation
Installations de combustion utilisant exclusivement du fioul domestique ou du fioul lourd dont la teneur en soufre est connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduels	Mesure trimestrielle Et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance, prévu à l'article 23 du présent arrêté

Au lieu de la mesure trimestrielle prévue, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de SO<sub>2</sub>. Ces procédures garantissent l'obtention de données de qualité scientifique équivalente. [...]

### Constats :

Dans le cas de la chaudière G4 (fonctionnant au fioul domestique), la concentration en SO<sub>2</sub> est mesurée en continu par la baie d'analyse de l'appareil, et annuellement par un organisme extérieur. Les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles, pour l'année 2024, de la société SOLSTICE, et le rapport de mesures annuelles des rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025 ont été transmis par l'exploitant suite à l'inspection.

Dans le cas des chaudières G1 à G3 et de la turbine à gaz, la concentration en SO<sub>2</sub> est mesurée annuellement par un organisme extérieur. De même, le rapport de mesures annuelles des rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025 a été transmis par l'exploitant suite à l'inspection.

De fait, l'exploitant respecte les fréquences de contrôle des rejets atmosphériques applicables au site.

Toutefois, suite à l'inspection du 14 février 2024, l'exploitant a indiqué que le gaz alimentant les chaudières G1 à G3 et la turbine ne contenaient pas de soufre. À cette occasion, il a demandé une révision de l'arrêté préfectoral du 17 août 2022 qui prévoit à l'article 10, que « Les concentrations en oxyde de soufre, oxydes d'azote, monoxyde de carbone et poussières des gaz résiduels sont mesurées en continu. »

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit formaliser, dans un porter à connaissance, sa demande de révision de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : Surveillance****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25-I, II et III**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Surveillance des NOx**Prescription contrôlée :**

I. - La concentration en NOx dans les gaz résiduaire est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.

II. - Pour les installations suivantes :

- appareils de puissance thermique nominale inférieure à 15 MW ; [...]

III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques : [...]

Cas	Fréquence de surveillance
Turbines au gaz naturel d'une puissance thermique nominale < 100 MW et exploitées moins de 1 500 heures par an, ou dans le cas d'OCGT (turbines à gaz à circuit ouvert) mises en service avant le 17 août 2017	Après accord du préfet : Surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement
Appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW	Mesure semestrielle

**Constats :**

Chaque équipement (les 4 chaudières et la turbine) du site est équipé d'une baie d'analyse. Celles-ci permettent notamment de mesurer en continu la concentration en NOx.

Par ailleurs, une mesure est également réalisée pour chaque appareil annuellement par un organisme extérieur.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles, pour l'année 2024, de la société SOLSTICE, et le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025. De fait, les dispositions applicables sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Surveillance****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26-I, II et III**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Surveillance en poussières**Prescription contrôlée :**

I. - La concentration en poussières dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.

II. - Pour les installations suivantes :

- appareils de puissance thermique nominale inférieure à 15 MW ; [...]

III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques :

Cas	Fréquence de surveillance
Appareils de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel	Mesure semestrielle
Appareils utilisant comme combustible des gaz sidérurgiques, s'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables	S'il est établi que les niveaux d'émissions sont suffisamment stables, la fréquence minimale de surveillance est semestrielle
Appareil mentionné au a) de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW	Mesure semestrielle

**Constats :**

La concentration en poussières est mesurée en continu par les baies d'analyse de chaque équipement.

Par ailleurs, une mesure est également réalisée pour chaque appareil annuellement par un organisme extérieur.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles, pour l'année 2024, de la société SOLSTICE, et le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025.

De fait, les dispositions applicables sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 15 : Surveillance****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27-I, II et III**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Surveillance en CO**Prescription contrôlée :**

I. - La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu, sauf dans les cas mentionnés aux II et III du présent article.

II. - Pour les installations suivantes :

- appareils de puissance thermique nominale inférieure à 15 MW ; [...]

III. - Pour les chaudières, turbines et moteurs de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, le tableau ci-dessous indique les cas spécifiques où la surveillance en continu n'est pas obligatoire ainsi que les fréquences de surveillance à mettre en œuvre pour les mesures périodiques :

Cas	Fréquence de surveillance
Turbines au gaz naturel d'une puissance thermique nominale < 100 MW et exploitées moins de 1 500 heures par an, ou dans le cas d'OCGT (turbines à gaz à circuit ouvert) mises en service avant le 17 août 2017	Après accord du préfet : Surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement
Appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW	Mesure semestrielle

**Constats :**

La concentration en CO est mesurée en continu par les baies d'analyse de chaque équipement.

Par ailleurs, une mesure est également réalisée pour chaque appareil annuellement par un organisme extérieur.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles, pour l'année 2024, de la société SOLSTICE, et le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025.

De fait, les dispositions applicables sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Surveillance autres polluants (COVNM, COVT, formaldéhyde, HAP, métaux)
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les concentrations en COVNM, formaldéhyde, HAP et métaux dans les gaz résiduaire sont mesurées une fois par an. [...]
<b>Constats :</b> Les concentrations en COVNM, formaldéhyde, HAP et métaux sont mesurées annuellement par un organisme extérieur. Le rapport de mesures annuelles de rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025 a été transmis par l'exploitant suite à l'inspection. Les dispositions applicables sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Surveillance O <sub>2</sub> , T, P, vapeur d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire sont mesurées en continu. La mesure de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaire n'est pas exigée lorsque les gaz résiduaire échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.  II. - La mesure en continu n'est pas exigée : - pour les chaudières d'une puissance inférieure à 100 MW autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui ne disposent pas d'un dispositif de traitement des fumées. Dans ce cas, une mesure trimestrielle est néanmoins exigée ; - pour les turbines et moteurs d'une puissance inférieure à 100 MW : après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement ; - pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW, une mesure annuelle est effectuée. [...]
<b>Constats :</b> La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau sont mesurées en continu par les baies d'analyse de chaque équipement.  Par ailleurs, une mesure est également réalisée pour chaque appareil annuellement par un organisme extérieur.  Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles, pour l'année 2024, de la société SOLSTICE, et le rapport de mesures annuelles de

rejets atmosphériques de la société APAVE du 18 février 2025.  
De fait, les dispositions applicables sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32 et 36

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Mesures périodiques

**Prescription contrôlée :**

Article 32 : Dispositions relatives aux mesures périodiques

I. - Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.

Les dispositions des I et II de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, concernant le programme de surveillance de l'exploitant et sa mise en œuvre, s'appliquent, en plus des dispositions précisées à l'article 23.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel. Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prévoir d'autres méthodes lorsque les résultats obtenus sont équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence. Dans ce cas, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée par l'arrêté préfectoral, par un organisme extérieur compétent.

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL 2 des appareils de mesure en continu.

III. - Les résultats des mesures prévues au présent article, à la section 1 du chapitre VI et à l'article 7 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral.

Article 36 : Conditions de respect des valeurs limites d'émission en cas de mesure périodique

Dans le cas des mesures périodiques mentionnés à l'article 32 du présent arrêté, la valeur limite d'émission à respecter correspond à la valeur mensuelle.

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément à l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

**Constats :**

Une fois par an, l'exploitant mandate la société APAVE, accréditée par le Comité français d'accréditation, pour réaliser le contrôle périodique réglementaire des émissions. Le rapport de mesure des rejets atmosphériques du 18 février 2025 ne relève aucun dépassement des VLE. Ces résultats sont transmis annuellement avec le bilan annuel de surveillance.

Les résultats des mesures par les baies d'analyses reportés dans les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles de la société SOLSTICE sont également transmis annuellement avec le bilan annuel de surveillance.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre trimestriellement à l'inspection des installations classées les résultats des mesures en continu, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 19 : VLE en concentration**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 17/08/2022, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE en concentration

**Prescription contrôlée :**

L'article 3.II.3 « Valeurs limites de rejet » de l'article 3.II Prévention de la pollution atmosphérique de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2IC 301 du 29 octobre 1999 est remplacé par l'article suivant : [...]

**3.II.3.1 Valeurs limites d'émissions en concentration**

Chacun des rejets issus des installations doit respecter les valeurs limites d'émission (VLE) suivantes en concentration, les volumes de gaz rapportés :

- à des conditions normalisés de température (273,15 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> de 3 % pour les chaudières et de 15 % pour la TAG.

Les VLE s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations telles que définies à l'article 2.12 du présent arrêté. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

**Pour le gaz**

- **NO<sub>x</sub>, CO, SO<sub>2</sub> et poussières totales**

Paramètre	Chaudières G1, G2 et G3			TAG (fonctionnement limité à moins de 500 h d'exploitation par an)		
	Valeur limite d'émission journalière	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle	Valeur limite d'émission journalière	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle
NO <sub>x</sub>	110	100	100	60	60	60
CO	110	100	40	93,5	85	85
SO <sub>2</sub>	38,5	35	35	11	10	10
Poussières totales	5,5	5	5	5,5	5	5

**Pour le FOD**

- **NO<sub>x</sub>, CO, SO<sub>2</sub> et poussières totales**

Chaudière G4 au FOD (fonctionnement limité à moins de 500 h d'exploitation par an )			
Paramètre	Valeur limite d'émission journalière (1)	Valeur limite d'émission mensuelle et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle
NO <sub>x</sub>	187	200	200
CO	110	100	100
SO <sub>2</sub>	187	170	170
Poussières totales	25	25	20

**Constats :**

Les rapports d'émissions atmosphériques journalières et mensuelles de la société SOLSTICE, pour l'année 2024, font état de 4 dépassements de la VLE en ce qui concerne le monoxyde de carbone :

- pour la chaudière G1 : le 6 octobre 2024, concentration de 144,2 mg/Nm<sup>3</sup> au lieu de 110 ;

- pour la chaudière G2 :

- le 9 mai 2024, concentration de 256,2 mg/Nm<sup>3</sup> au lieu de 110 ;
- le 18 octobre 2024, concentration de 447,9 mg/Nm<sup>3</sup> au lieu de 110.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit indiquer les mesures qu'il compte mettre en œuvre afin de respecter les valeurs limites de rejets en CO.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 20 : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des sous-produits et déchets issus de ses activités selon les meilleures techniques disponibles en s'appuyant sur le document de référence, et le respect de la hiérarchie des modes de gestion des déchets de l'article L541-1 du Code de l'environnement, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li><li>- trier, recycler, valoriser ses déchets de fabrication ;</li><li>- s'assurer du traitement ou du pré traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li><li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li></ul>
<b>Constats :</b> En 2022, deux chaudières au fioul lourd du site ont été démantelées et remplacées par des pompes à chaleur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre les justificatifs de l'élimination ou du recyclage des chaudières au fioul lourd.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois